

DOIT-ON FERMER DADAAB?

par Olivier Arvisais



OCCAH

OBSERVATOIRE CANADIEN SUR LES CRISES ET L'AIDE HUMANITAIRE
CANADIAN RESEARCH INSTITUTE FOR EMERGENCIES AND HUMANITARIAN AID

MAI 2016

Chronique

DOIT-ON FERMER DADAAB?*

Par Olivier Arvisais

Doctorant à la Faculté des Sciences de l'Éducation de l'UQÀM
Chercheur associé, OCCAH



Match
Les difficultés rencontrées par les personnes vivant ici sont différentes de partout ailleurs,
mais les moments agréables de la vie peuvent être étonnamment similaires.

© OBSERVATOIRE CANADIEN SUR LES CRISES ET L'AIDE HUMANITAIRE 2016

www.occah.org

* Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'OCCA.H.

Le gouvernement kenyan a récemment annoncé par la voix de son ministre de l'intérieur son intention de fermer les camps de réfugiés sur son territoire et d'expulser ceux-ci vers leurs pays d'origine. En fait, c'est loin d'être la première fois que le gouvernement brandit cette menace. Il y a environ un an jour pour jour, les journaux de Nairobi The Star et The Daily Nation titraient : « Le gouvernement menace encore de fermer les camps. » À cette époque, le secrétaire d'État américain John Kerry avait demandé au Kenya de ne pas fermer le camp de réfugiés de Dadaab, puisque les « problèmes fondamentaux » en Somalie étaient toujours en suspens. D'ailleurs, il avait annoncé du même coup qu'une aide supplémentaire de 45 millions de dollars américains serait versée au gouvernement kenyan. Malgré que le scénario semble se répéter, le gouvernement est cette fois-ci allé plus loin en annonçant que le service gouvernemental chargé des affaires des réfugiés avait déjà été démantelé. Dimanche, le premier ministre Ndung'u Gethenji a joint sa voix à celle de son homologue en affirmant que les réfugiés devaient partir. Le pays a notamment invoqué des raisons économiques et environnementales, mais cette décision semble principalement justifiée par des raisons de sécurité.

Le gouvernement a régulièrement associé les problèmes d'insécurité et les attentats terroristes commis par Al-Shabbaab à la présence de réfugiés somaliens sur son territoire. Les autorités kenyanes affirment aussi que le camp de Dadaab aurait servi de base afin de préparer les attaques du West Gate Mall (21 septembre 2013, 67 morts et 175 blessés), de deux villages de la région de Lamu (6 juillet 2014, 29 morts) et de l'Université de Garissa (2 avril 2015, 148 morts et 79 blessés). En revanche, et malgré les accusations fréquentes, les responsables du gouvernement kenyan n'ont pas été en mesure de produire de preuve tangible démontrant que les réfugiés étaient en effet responsables des attaques ou que les camps auraient effectivement servi de base au groupe terroriste. Par ailleurs, depuis 2011, l'augmentation de la fréquence d'attentats au Kenya coïncide notamment avec le début de l'intervention militaire kenyane sur le territoire somalien aux côtés des forces de l'Union africaine.¹

En ce qui a trait à la sécurité, et ce depuis la dernière année, les relations entre Nairobi et les Nations Unies se sont hautement détériorées. Le ministre de l'Intérieur du Kenya a récemment suggéré que les employés du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui travaillent dans le camp de Dadaab contribueraient à faciliter la tenue d'activités terroristes². Le ministre avait même laissé sous-entendre que certains employés du HCR pourraient potentiellement être arrêtés soit pour une implication directe dans la planification d'attaques terroristes ou encore pour ne pas avoir agi contre ceux qui les ont planifiées.

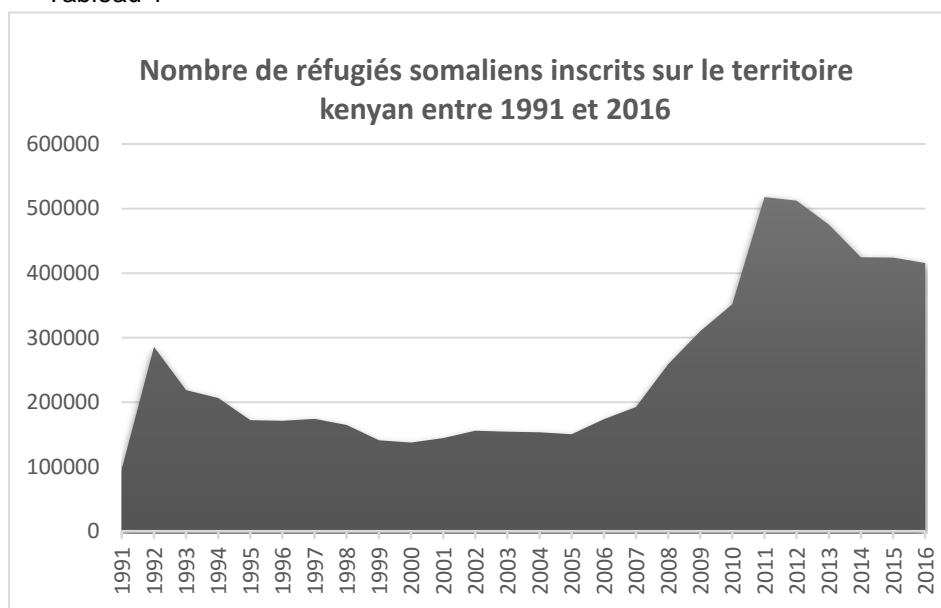
¹ Le Kenya a connu 130 attaques terroristes tuant plus de 470 personnes et faisant des milliers de blessés depuis octobre 2011.

² Aislinn LAING. (2015). Kenya accuses UN staff in Dadaab refugee camp of aiding terrorists. Telegraph UK

Le Kenya dispose pourtant d'une longue tradition d'accueil de réfugiés et c'est depuis un peu plus d'un quart de siècle que des populations trouvent refuge sur le territoire kenyan. À l'heure actuelle, le pays abrite environ 415 000 réfugiés, soit 55 000 Sud-Soudanais dans le camp de Kakuma, environ 330 000 somaliens dans le camp de Dadaab et plus de 30 000 réfugiés en zone urbaine dans sa capitale Nairobi.³ Cette décision survient malgré que depuis 2014, plus de 1 500 familles soient rentrées en Somalie avec l'appui du programme de rapatriement volontaire implanté à Dadaab. Ce programme est le résultat des efforts déployés par une commission tripartite formée par le HCR conjointement avec les gouvernements du Kenya et de la Somalie. D'ailleurs, la commission avait annoncé l'été dernier (29 juillet 2015) un accroissement de l'aide aux réfugiés qui souhaitent rentrer chez eux ainsi que l'adoption d'une stratégie qui prévoyait le rapatriement volontaire d'environ 425 000 réfugiés somaliens, et ce, sur une période de cinq ans. La dernière affluence importante de réfugiés vers Dadaab est survenue il y a maintenant plus de cinq ans.

En 2011, une recrudescence des violences jumelée à une importante sécheresse dans la Corne de l'Afrique ont engendré un afflux important de nouveaux réfugiés vers Dadaab. En revanche, depuis que ce sommet a été atteint en 2011, le nombre de Somaliens se réfugiant au Kenya ne cesse de décroître (voir Tableau 1).

Tableau 1

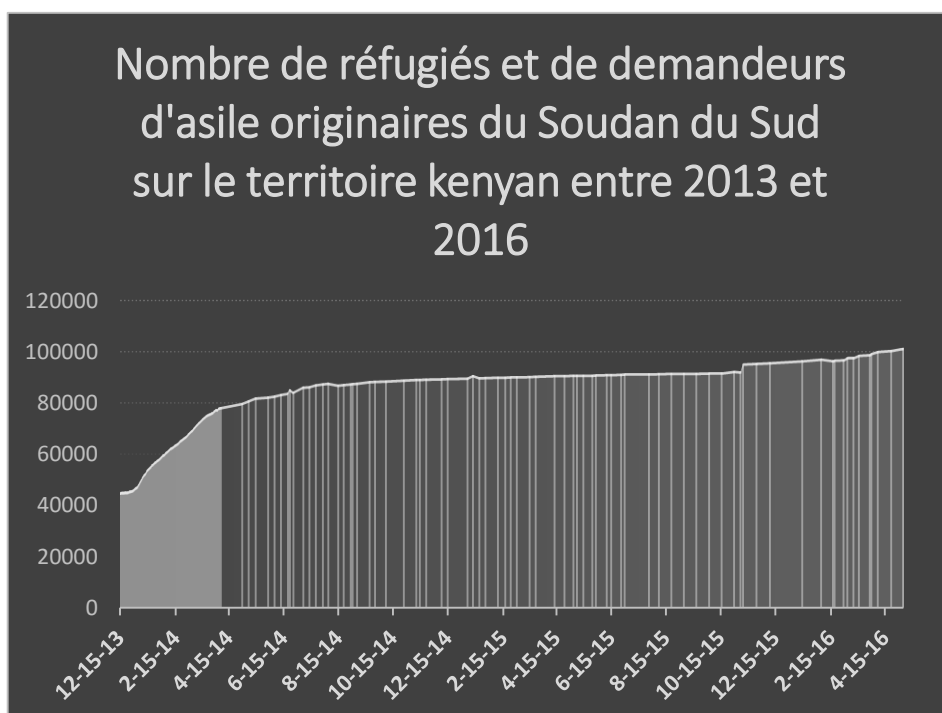


Source : Base de données statistiques du HCR sur Internet relatives à la population (<http://popstats.unhcr.org>)

³ Il est à noter que dans son communiqué officiel, le Ministère de l'Intérieur présente des chiffres largement supérieurs à ceux du HCR. En effet, il est mentionné dans le communiqué que plus de 600 000 réfugiés se trouveraient en sol kenyan, dont près de 500 000 seulement dans le camp de Dadaab. Or, selon le HCR (2016) il s'agirait plutôt d'un total de 415 000 réfugiés, dont 330 000 à Dadaab.

Parallèlement, pour répondre efficacement aux besoins évalués au Kenya, les budgets du HCR des dernières années ont considérablement augmenté, passant de 185,7 millions de dollars américains en 2010 à 256,9 millions en 2014⁴. Cette croissance récente est engendrée principalement par l'afflux massif de réfugiés provenant principalement du Soudan du Sud. En effet, depuis 2013 (voir Tableau 2), on remarque une forte croissance du nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile d'origine sud-soudanaise sur le territoire kenyan.

Tableau 2



Source : Base de données statistiques du HCR sur Internet relatives à la population (<http://popstats.unhcr.org>)

Malgré que cette fois-ci l'intention semble plus assumée, les autorités kenyanes n'ont toujours pas publié un calendrier ou un plan d'action concernant le démantèlement des camps de Dadaab et de Kakuma. Initialement, Karanja Kibicho, secrétaire principal du Ministère de l'Intérieur, avait transféré la responsabilité, en indiquant que : « Le HCR, aux côtés des organisations humanitaires et des donateurs, devrait maintenant chercher à faire en sorte que la fermeture et le rapatriement se fassent de manière rapide et humaine. » Le gouvernement a toutefois affirmé son leadership en annonçant dans un nouveau communiqué la création d'un groupe de travail ainsi que le dégel de 10 millions de dollars américains afin de commencer le rapatriement des réfugiés et la fermeture

⁴ UNHCR, 2015

définitive du camp de Dadaab. Fait intéressant, en quelques jours le discours officiel est passé de l'expulsion de l'ensemble des réfugiés se trouvant sur le territoire kenyan à la fermeture du seul camp de Dadaab. Ces déclarations ont fait vivement réagir la communauté internationale. En effet, le HCR a demandé au gouvernement kenyan de revoir sa décision et en a appelé le lundi 9 mai 2016 à un soutien international robuste envers le Kenya⁵. Il en va de même pour un regroupement d'organisations humanitaires dirigé par l'organisation non gouvernementale (ONG) américaine International Rescue Committee⁶.

Historiquement, la menace de fermer les camps a servi de levier politique au gouvernement kenyan afin d'obtenir davantage de soutien financier de la part de la communauté internationale. S'il s'avérait qu'encore aujourd'hui les réfugiés sont instrumentalisés à cette fin, le levier pourrait être cette fois-ci particulièrement important. En effet, la réponse de l'Europe face à la crise des réfugiés qui sévit sur son propre territoire pourrait limiter la capacité de la communauté internationale à faire pression sur le gouvernement kenyan. De plus, l'entente survenue entre l'Union européenne et la Turquie afin de contenir le flot de réfugiés vers l'Europe pourrait faire monter les enchères dans le processus de négociation avec le Kenya.

Parions que le gouvernement kenyan a probablement en mémoire les contreparties politiques et financières, dont une aide directe de 3 milliards d'euros qu'a récemment obtenue le gouvernement turc. Dans sa déclaration plus détaillée du 11 mai 2016⁷, le Ministère de l'Intérieur mentionnait :

« Qu'ailleurs, l'État islamique a profité du flux de réfugiés afin d'installer ses cellules destructrices. Tant et si bien que les gouvernements à travers l'Europe et le Moyen-Orient ont pris des mesures sans précédent afin de limiter l'affluence de réfugiés vers leur territoire pour des raisons de sécurité nationale. Or, le Kenya ne peut pas regarder ailleurs et permettre à cette menace de dégénérer davantage. »

Selon une perspective à plus long terme, la prochaine élection générale aura lieu en août 2017. L'adoption d'une position ferme envers les réfugiés permettra probablement au gouvernement sortant de faire des gains dans l'opinion publique grâce au lien qu'il a réussi à ériger entre les réfugiés et la menace terroriste. Dans le cas de figure où le gouvernement kenyan ne pourrait maintenir cette ligne ferme à cause de la pression exercée par les Nations Unies, il ne serait pas perdant pour autant. En effet, le long bras de fer qui s'annonce entre le Kenya et les Nations Unies pourrait déboucher sur une aide financière importante provenant de la communauté internationale afin de soutenir le pays dans l'accueil des réfugiés. Il est tout à fait plausible de penser que cette annonce pourrait survenir juste avant le déclenchement de la campagne électorale.

⁵ UNHCR, 2016

⁶ International Rescue Committee, site direct [En ligne] www.rescue.org

⁷ Ministère de l'Intérieur, République du Kenya, [En ligne] www.interior.go.ke

En terminant, il est important de souligner que peu importe les motivations sous-jacentes à cette intention du gouvernement kenyan, il n'en est pas moins problématique qu'un camp de réfugiés de surcroît aussi peuplé, soit en opération depuis un peu plus de 25 ans. C'est une preuve tangible que la communauté internationale, au même titre que le Kenya, n'ont pu trouver une solution au problème des populations déplacées à cause du conflit somalien. Il est aussi important de rappeler que le Kenya n'est pas qu'une victime dans cette histoire. Il est vrai qu'il serait facile de percevoir le pays comme à bout de souffle après 25 années à agir comme refuge pour des centaines de milliers de personnes. Or en gardant systématiquement les réfugiés à l'écart de la société kenyan, le gouvernement a contribué à entretenir à la fois la stigmatisation, mais aussi les conditions d'extrême pauvreté dans lesquelles vivent ces populations. En effet, en ne leur permettant pas d'intégrer le marché du travail ou de faire une demande de citoyenneté et paradoxalement en les contraignant à éduquer leurs enfants sous le système scolaire kenyan, le gouvernement a assurément une part de responsabilité.

Et si aujourd'hui, après 25 ans d'une crise qui semble insoluble, pourquoi le gouvernement kenyan, les Nations Unies et les ONG ne sortent-ils pas de ce paradigme de la crise et du camp afin de se pencher sur le développement d'une ville ? Dadaab est peuplée par trois générations, pour la plupart éduquées dans le système scolaire kenyan, parlant anglais, swahili et somali. Cela n'aurait-il pas une meilleure incidence sur le problème d'insécurité désigné par le gouvernement plutôt que d'expulser plus de 150 000 jeunes vulnérables et en colère vers la Somalie toujours en guerre ? Bien au-delà du risque que l'expulsion des réfugiés puisse contribuer à l'augmentation de l'insécurité, cette situation pourrait potentiellement mener à une importante catastrophe humanitaire. Marginalement, il ne faudrait également pas oublier que pour l'instant, les réfugiés somaliens et sud-soudanais ne représentent que 2% des arrivants en sol européen⁸. Par contre, l'incertitude générée par cette annonce pourra assurément créer des tensions au sein des camps de Dadaab et Kakuma et peut-être même pousser davantage de jeunes réfugiés à prendre la route sur les dangereux chemins migratoires menant vers l'Europe.

⁸ UNHCR, 2016

BIBLIOGRAPHIE

Government Statement And Update On The Repatriation Of Refugees And Scheduled Closure Of Dadaab Refugee Camp. Consulté à l'adresse <http://www.interior.go.ke/?p=3113>

Laing, A. (2015, octobre 6). Kenya accuses UN staff in Dadaab refugee camp of aiding terrorists. Consulté à l'adresse <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/kenya/11915592/Kenya-accuses-UN-staff-in-Dadaab-refugee-camp-of-aiding-terrorists.html>

Media Advisory: Government of Kenya: Reconsider Intended Closure of Refugee Camps | International Rescue Committee (IRC). Consulté 17 mai 2016, à l'adresse <http://www.rescue.org/press-releases/media-advisory-government-kenya-reconsider-intended-closure-refugee-camps-30899>

Refugees, UNHCR appeals to Kenya over decision to end refugee hosting. Consulté 17 mai 2016, à l'adresse <http://www.unhcr.org/57308e616.html>

Refugees, UNHCR Refugees in the Horn of Africa: Somali Displacement Crisis. Consulté 17 mai 2016, à l'adresse <http://data.unhcr.org/horn-of-africa/regional.php>

UNHCR - Kenya. Consulté 17 mai 2016, à l'adresse <http://www.unhcr.org/pages/49e483a16.html>

UNHCR, M. S. @msmawfield. (s. d.). UNHCR Statistics - The World in Numbers. Consulté 17 mai 2016, à l'adresse <http://popstats.unhcr.org>

(UNHCR), UNHCR Refugees/Migrants Emergency Response - Mediterranean. Consulté 17 mai 2016, à l'adresse <http://data.unhcr.org/mediterranean/regional.php>